majorité, s'évertue à faire de Podemos un instrument presque exclusivement orienté vers l'accès au gouvernement à l'automne 2015. Pour ce secteur, la crise politique actuelle ne peut pas se perpétuer indéfiniment et il faut profiter de cette *« fenêtre d'opportunités »* avant qu'elle ne se referme. Pour y arriver ils considèrent qu'une équipe de direction monolithique et sans contestation interne est une condition sine qua non. En découle leur proposition organisationnelle où la structure organisée de Podemos (les Cercles) ne joue aucun rôle. L'équipe de direction actuelle s'appuie sur le *« bonus »* de légitimité de leur leader auprès de la grande majorité des inscrits à Podemos ainsi que sur le contrôle de l'équipe de presse pour faire avancer ses propositions, en passant par-dessus ce que pensent les cercles.

Ce facteur est très important, parce que le noyau dirigeant actuel considère que son rôle est indispensable, pas seulement pour construire Podemos, mais pour gagner les élections. En conséquence sa permanence et sa prééminence dans la direction constituent en soi un facteur déterminant dans chacun de leurs raisonnements. Et pour gagner les élections, ils sont convaincus que le programme doit modérer ses premières formulations (celles qu'ils ont présentées lors des élections européennes) pour parvenir à gagner le centre et disputer au PSOE la gestion du champ social-démocrate. Leur position sur le gouvernement est similaire : le noyau de Pablo Iglesias considère qu'il est la seule équipe capable de garantir que sera mené à bien le projet social et politique de Podemos.

❷ Le projet alternatif, à la tête duquel se trouvent les eurodéputé/es Pablo Echenique, Teresa Rodríguez et Lola Sánchez, et autour duquel ont convergé plusieurs secteurs, défendait la nécessité de structures de Podemos de bas en haut, avec des organes de direction collégiaux et pluralistes. Il donnait plus d'importance au mouvement politico-social qu'à la formule purement électorale.

Quant au document politique adopté par l'Assemblée, il contient une bonne analyse de la situation mais on n'y trouve pas la moindre proposition. L'unique message est que tout l'effort doit être centré sur la victoire aux élections législatives de fin 2015. Par conséquent, la tâche est de construire l'appareil électoral de Podemos et de ne pas mettre en jeu son prestige en participant aux élections municipales (veto qui n'existe pas pour les élections gouvernement des régions autonomes), ce qui pose un problème politique de premier plan à cause de l'importance des élections municipales dans la configuration des rapports de forces politiques. Mais à part cela, un vide profond. Peu d'éléments stratégiques, un maigre bagage programmatique et pas de réflexion ni de proposition sur le mouvement social.

Tel qu'il a été formulé, le modèle de parti sorti de l'Assemblée citoyenne est très conventionnel, hiérarchisé et dans les mains d'une élite très réduite. Bien que selon le modèle organisationnel adopté, les responsables élus de Podemos puissent être révoqués, ce modèle ne permet pas un exercice de débat démocratique ayant un pouvoir de décision dans les structures organisées de Podemos. Tout reste à la merci de ce qui est décidé au sein de la participation citoyenne par Internet dont l'opinion, n'étant pas articulée au niveau territorial, est *« dominée »* par le noyau dirigeant par le biais des moyens de communication, du fait que la figure de référence pour les gens est Pablo Iglesias.

De ce fait, un élément positif – la participation ouverte aux décisions – se convertit en un élément à l'efficacité démocratique douteuse dans la mesure où cela ne s'articule pas par le biais de ses espaces naturels territoriaux. C'est ainsi que ce qui peut paraître comme un espace authentiquement démocratique se traduit en espace fondé sur l'inégalité, sans aucun élément correcteur : tout le monde n'a pas le même accès aux moyens de communication de masse. De cette manière, la démocratie se convertit en plébiscite, choses qui sont dans une certaine mesure antagoniques. Par exemple, au moment d'élire les candidats aux organes de direction, le système de listes bloquées élues au scrutin majoritaire implique qu'avec 75 % de voix on obtient 100 % de la représentation, ce qui normalement tombera à point pour la candidature qui sera soutenue publiquement par Pablo Iglesias.

La nature du projet

L 'Assemblée citoyenne a clos une étape et en a ouvert une autre, dont les éléments fondamentaux sont au nombre de trois : la conversion de Podemos en un parti politique centralisé et hiérarchisé au plus haut point, l'exclusion de la direction des secteurs les plus à gauche et son virage vers la préparation du triomphe électoral aux élections générales de 2015. Un objectif défini comme central et exclusif.

Ce projet sera mis en œuvre au moyen d'un modèle organisationnel centralisé et basé sur une *« machine de guerre électorale »*, avec le leadership charismatique de Pablo Iglesias à sa tête, et au moyen de la ratification de ses décisions par le biais de mécanismes plébiscitaires, comme jusqu'à présent.

Sa stratégie passe par adapter le discours aux nécessités électorales et au *« sens commun »* dominant au niveau de conscience du gros de la population à laquelle il s'adresse. Il ne s'agit donc pas d'un parti de militants ni d'un parti-mouvement. Il s'agit d'un parti électoral d'un nouveau type qui ne semble pas aspirer à un ancrage territorial par le biais de la délibération interne et la participation active des Cercles à sa construction.

Podemos combine la maigre concrétisation de son projet de changement social et le réajustement continu de celui-ci en fonction des nécessités électorales et du soutien social, avec la formulation de propositions concrètes toujours plus pragmatiques destinées à chercher du soutien au sein des couches moyennes et à renforcer sa *« respectabilité »* en tant que force politique. En ce sens, il relègue au second plan le rapport avec les mouvements sociaux.

Le bilan provisoire qu'il convient d'en tirer est que dans ce processus est sorti vainqueur le projet que représente Pablo Iglesias et l'équipe qui a été élue pour faire partie du Conseil citoyen. Un projet qui aspire à agglutiner une majorité électorale autour de la polarisation des *« gens »* face à *« la caste »*, du *« peuple »* face à *« l'oligarchie »*, et qui tend à subordonner à cette polarisation l'intégration dans son discours et son programme d'autres réponses et demandes en fonction d'un critère : est-ce qu'elles aident ou non à la construction d'une unité nationale-populaire la plus large possible à fin de *« gagner »* les prochaines élections générales.

Or la légitime aspiration à ne pas rater la fenêtre d'opportunité qu'offrent la crise actuelle du régime et, plus encore, le déclin des deux grands partis conduit à une évolution de l'équipe dirigeante, qui tend à la modération du programme avec lequel Podemos s'est présenté aux élections européennes sur des questions clés. On cherche ainsi à apparaître comme une alternative de gouvernement *« réaliste »*, avec le sens de la *« responsabilité d'État »* et dont feraient partie *« les meilleurs »* (les personnes expertes dans chaque domaine). La modération du programme électoral et du discours de Podemos a été parallèle à l'augmentation de ses espoirs électoraux et dans son évolution vers un modèle de comportement voisin de celui des partis *« attrape-tout »*.

On est passé de la recherche de la *« centralité »* – par la mise au premier plan de thèmes centraux qui affectent de larges couches de la population au-delà de leurs références idéologiques – à la tentative de disputer au PSOE le *« centre »* politique. De là, la nouvelle image social-démocrate qui est projetée pour effacer le passé plus à gauche du programme électoral des européennes. Le